

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 6 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid

Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avoid - Route de Haslach
57500 Saint-Avoid

Références : ST-AVOLD_TOTALENERGIES_2023-12-04_RAPVI_NDSK_25539
Code AIOT : 0003014555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid implanté Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avoid - Route de Haslach 57500 Saint-Avoid. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite au sein de l'établissement TotalEnergies Centrale Électrique à Saint-Avoid, localisé sur le site de la Centrale Thermique Émile Huchet, s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid
- Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avoid - Route de Haslach 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0003014555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TotalEnergie - Centrale électrique Saint-Avoid exploite des installations de production d'électricité, notamment une installation de combustion de 1500 MWth composée de deux turbines à cycle combiné gaz (STA7 et STA8) et de deux chaudières auxiliaires (QHA7 et QHA8).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques
- efficacité énergétique
- état des stocks
- prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesure de l'efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 2.9.2 (partiel) + 2.9.3 (partiel)	/	Sans objet
3	Assurance qualité (QAL2, QAL3, AST) des turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)	/	Sans objet
6	Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de l'efficacité énergétique des turbines STA7 et STA8	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 2.9.1 (partiel) + 2.9.3 (partiel)	/	Sans objet
4	Contrôle annuel des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)	/	Sans objet
5	Autosurveillance des rejets atmosphériques STA7, STA8, QHA7 et QHA8	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 3.3.1 (partiel) + 3.3.2 (partiel)	/	Sans objet
7	État des stocks et plan de stockages	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 7.1.5 (partiel) + Arrêté Ministériel du 03/08/2018 - Article 57.III	/	Sans objet
8	Situation administrative relative au stockage de liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 1.2.1 (partiel)	/	Sans objet
9	Prévention des	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	risques d'explosion et d'inflammation	du 03/08/2018, articles 59 + 57 (partiel)		
10	Formation des opérateurs aux risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58 (partiel)	/	Sans objet
11	Plan d'opération interne POI et exercices POI	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 7.8.4 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 17 octobre 2023 ont mis en évidence :

- l'absence d'information sur le rendement électrique dans la mesure 2021 de l'efficacité énergétique (point de contrôle 2) ;
- la fréquence de réalisation des contrôles QAL3 des appareils de mesures en continu des turbines STA 7 et STA8 qui est différente de la fréquence définie dans la procédure établie par l'exploitant (point de contrôle 3) ;
- l'absence de transmission trimestrielle des résultats de surveillance des rejets atmosphériques (point de contrôle 6) ;
- la quantité d'hydrogène stockée sur site qui dépasse le seuil maximal fixé dans le tableau de nomenclature de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2023 mais est bien prise en compte dans l'étude de dangers du 31 mai 2022 (point de contrôle 8).

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations :

- dans un délai de 15 jours :
 - le calcul du rendement électrique obtenu à charge nominale lors du contrôle du 20 décembre 2021 pour les turbines STA7 et STA8 (point de contrôle 2) ;
 - les causes de la modification des fréquences de surveillance QAL3 des appareils de mesure en continu des turbines STA7 et ST8 (point de contrôle 3) ;
- tous les trimestres les résultats de suivi des mesures atmosphériques (point de contrôle 6).

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de solliciter auprès du préfet la mise à jour de la quantité maximale d'hydrogène présente sur son site en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement (point de contrôle 8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'efficacité énergétique des turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 2.9.1 (partiel) + 2.9.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Management de l'énergie
Prescription contrôlée : <u>Article 2.9.1 (partiel) :</u> "(...) L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima à une fréquence annuelle : <ul style="list-style-type: none"> • la consommation de combustible par équipement ; • l'énergie électrique produite ; • la chaleur produite ; • le rendement des installations calculés à partir de données." <u>Article 2.9.3 (partiel) :</u> "Le rendement électrique net des turbines à gaz à cycles combinés STA7 et STA8 doit être compris entre 50 et 60 %.(...)"

Constats : Sans observation. L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des données opératoires qui lui permet de suivre différents paramètres à fréquence journalière ou à d'autres fréquences de suivi (consommation de combustible, énergie produite, rendement...). Pour l'année 2022 : - la consommation annuelle de gaz était de 424 millions de Nm ³ pour la turbine STA 7 et 444 millions de Nm ³ pour la turbine STA 8 ; - l'énergie produite pour la turbine STA 7 a été de 2,51 gigawatts et de 2,48 gigawatts pour la turbine STA 8 ; - les turbines STA7 et STA8 ne produisent pas de chaleur ; - le rendement thermique de la turbine STA 7 a été calculé à 56,9 %, ; il en est de même pour la turbine STA 8.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, articles 2.9.2 (partiel) et 2.9.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Management de l'énergie
Prescription contrôlée : <u>Article 2.9.2 (partiel) :</u> "Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale des unités exploitées, si l'exploitant ne dispose pas de telles données.(...)" <u>Article 2.9.3 (partiel) :</u> "Le rendement électrique net des turbines à gaz à cycles combinés STA7 et STA8 doit être compris entre 50 et 60 %.(...)"
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé une mesure de l'efficacité énergétique des turbines à gaz à cycles combinés STA 7 et STA 8, le 20 décembre 2021 par l'entreprise SIEMENS, suite à une augmentation de la puissance des installations. Le rapport n'indique pas le rendement électrique obtenu à charge nominale.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'indiquer sous 15 jours à l'inspection des installations classées, le rendement électrique obtenu par SIEMENS lors du contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Assurance qualité (QAL2, QAL3, AST) des turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : "I. (...) Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (... , QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont (...) étalonnés en place selon la procédure QAL2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST. (...)"
Constats : Le dernier contrôle QAL2 des appareils de mesures en continu a été réalisé les 28-30 janvier 2019 par un organisme agréé. La dernière vérification AST a été réalisée par Socotec le 8 mars 2022 pour la turbine STA7 et le 6 octobre 2022 pour la turbine STA8. Les 2 rapports notent une absence de dérive. La vérification

2023 est planifiée en novembre 2023.
<p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure de vérification QAL3 établie en 2009. Cette procédure mentionne que la vérification QAL3 doit être réalisée à fréquence mensuelle.</p> <p>Lors de la consultation des résultats de mesurage QAL3, l'inspection des installations classées a constaté que la vérification est réalisée à fréquence trimestrielle.</p> <p>L'exploitant a indiqué être passé de mémoire à une fréquence trimestrielle à partir de 2013, suite à l'installation d'un recalibrage automatique des appareils de mesures.</p> <p>Les résultats de la vérification QAL3 n'appellent pas de remarques.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sur les causes de la modification des fréquences de surveillance QAL3, en indiquant éventuellement les préconisations de fréquence de contrôle QAL3 mentionnées dans la notice QAL1 si elle existe et de mettre à jour la procédure QAL3 si la fréquence trimestrielle est adaptée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle annuel des rejets atmosphériques des turbines STA 7 et STA 8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu."</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans observation.</p> <p>Les rapports de contrôle annuel des cheminées STA7 et STA8 par Socotec pour 2022 ont été consultés lors de la précédente visite d'inspection du 13 décembre 2022.</p> <p>Le prochain contrôle annuel est programmé en novembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance des rejets atmosphériques STA7, STA8, QHA7 et QHA8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 3.3.1 (partiel) + 3.3.2 (partiel)			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
<u>Article 3.3.1 (partiel) - Valeurs limites de rejet :</u>			
"Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273.15 K) et de pression (101.325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).			
Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètres cubes (mg/Nm³) sur gaz sec.			
Pour chaque substance, les valeurs limites d'émission sont définies pour chaque conduit surveillé individuellement en tenant compte de la puissance totale de l'installation :			
Paramètres	Code CAS	Installation de combustion 1	
		Cheminées STA7 et STA8	Cheminées chaudière auxiliaire QHA7 et QHA8

Concentration en O ₂ de référence		15 %	3 %
Oxyde de soufre (exprimés en équivalent SO ₂)	7446-09-05	10 mg/Nm ³	35 mg/Nm ³
Oxydes d'azote (NOx)	10102-44-0	38 mg/Nm ³ (journalière) 35 mg/Nm ³ (mensuelle et annuelle)	100 mg/Nm ³
Poussières		10 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	33 mg/Nm ³ (journalière) 30 mg/Nm ³ (mensuelle et annuelle)	100 mg/Nm ³

*Sans Objet

Les valeurs limites d'émission ne s'appliquent pas pour les groupes électrogènes (appareils) de secours électrique fonctionnant moins de 500 h/an."

Article 3.3.2 (partiel)

"(...) Pour les contrôles extérieurs réalisés au titre du présent article, la mesure est réalisée par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées dans des conditions de fonctionnement représentatives de l'installation. Ce contrôle périodique peut être fait en même temps que le test annuel des appareils de mesure en continu.

Les fréquences suivies :

Paramètres	Fréquence de suivi
	Installation de combustion 1
Teneur en oxygène, température et pression	Mesure en continu
Teneur en vapeur d'eau	Mesure en continu
Débit des fumées	Mesure en continu
Oxydes d'azote (NOx)	Mesure en continu
Monoxyde de carbone (CO)	Mesure en continu
Oxyde de soufre (exprimés en équivalent SO ₂)	Mesure semestrielle et estimation journalière
Poussières	Mesure semestrielle

"

Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34 (partiel)

"Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre. (...)"

Constats : Sans observation. Les résultats obtenus lors du dernier contrôle semestriel réalisé les 19-20 avril 2023 par l'organisme agréé Socotec respectent les valeurs limites d'émission en concentration fixées pour les paramètres Poussières et SO ₂ contrôlés sur les turbines STA7 et STA8 ainsi que sur les chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8. Le contrôle annuel de l'ensemble des paramètres est programmé en novembre 2023. La synthèse mensuelle des mesures en continu transmis par l'exploitant pour les cheminées STA7 et STA8 relève depuis janvier 2023 1 heure de dépassement où les valeurs moyennes validées dépassent 110% de la valeur limite d'émission en CO : - sur STA 7 en septembre 2023 ; - sur STA 8 en juin 2023 et juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Transmission des résultats de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : "(...) II. - Les résultats des mesures prévues à la section 1 du chapitre VI et aux articles 7 et 31 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. (...)"
Constats : L'exploitant n'a pas transmis les résultats d'autosurveillance (mesures en continu, mesures semestrielles) depuis la visite d'inspection de décembre 2022. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant les dispositions mentionnées à l'article 32 de l'arrêté ministériel susmentionné. L'exploitant s'est engagé à transmettre les documents de surveillance tous les trimestres. La synthèse mensuelle des résultats de surveillance en continu et les rapports de contrôles des cheminées STA7 et STA8 ont été transmis par courriel du 10 novembre 2023 à l'inspection des installations classées.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de suivi des mesures atmosphériques aux fréquences demandées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : État des stocks et plan de stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 7.1.5 (partiel) + Arrêté Ministériel du 03/08/18 - Article 57.III
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : <u>AP du 20/220/2023 - article 7.1.5 :</u> "L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de l'ensemble des produits présents sur le site, auquel est annexé un plan général de l'ensemble des stockages (produits dangereux ou non). Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Il doit faire ressortir aisément les stockages correspondant à des produits dangereux (inflammables, explosifs ou réagissant au contact de l'eau) par des couleurs différentes par exemple. (...)" <u>AM du 03/08/18 - Article 57.III :</u> "III. -L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance."
Constats : Sans observation. L'exploitant dispose d'un fichier de suivi de l'état des stocks de toutes les matières stockées y compris les matières combustibles non dangereuses. Ce fichier est consultable en tout lieu et à tout moment. L'exploitant a présenté un plan général de l'ensemble des stockages qui fait ressortir les stockages correspondant à des produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Situation administrative relative au stockage de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 1.2.1 (partiel)			
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative			
Prescription contrôlée : "L'exploitant est autorisé à exploiter, sous réserve des dispositions du présent arrêté, les installations suivantes : (...)"			
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	DC	TAR 7&8 : Hypochlorite de sodium : 42 t Quantité maximale : 42 tonnes
(...)			
4715-2	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t.	D	Hydrogène en cadre de bouteille pour alternateurs : Tranches 7&8 : 220 kg Quantité maximale : 220 kg
(...)"			
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant disposait sur site de 20 t d'hypochlorite de sodium et de 344 kg d'hydrogène. La quantité d'hydrogène stockée dépasse la quantité maximale fixée par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a indiqué disposer de cette quantité en permanence sur site. A noter que l'étude de dangers de mai 2022 prend en compte la quantité de la totalité des racks présents (344 kg).			
Observations : Il est demandé à l'exploitant de solliciter auprès du préfet la mise à jour de la quantité maximale d'hydrogène présente sur son site en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.			
Type de suites proposées : Sans suite, prescription inadaptée			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 9 : Prévention des risques d'explosion et d'inflammation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 59 (partiel) + 57 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Identification de la nature du risque
Prescription contrôlée : <u>Article 59 (partiel) :</u> "I. - L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation."

<p>II. - L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. La présence de ce risque est matérialisée par des marques au sol ou des panneaux et sur un plan de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours. (...)"</p> <p><u>Article 57 (partiel) :</u> "(...)"</p> <p>II. -Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux installations de combustion, (...) par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres. L'arrêté préfectoral peut définir des alternatives d'efficacité équivalente. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. L'exploitant a présenté un plan général de l'installation avec la localisation et la nature des risques. L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle par sondage de la présence de la matérialisation des risques pour les zones de stockage de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gasoil ; - hydrogène ; - hypochlorite de sodium ; - acide sulfurique ; <p>des installations de la STA 8. Chaque zone contrôlée dispose de panneaux d'identification des risques par pictogramme.</p> <p>Le stockage de gasoil est isolé. Les installations de combustion sont situées à 10 mètres du stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Formation des opérateurs aux risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée : "(...) II. - L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée. Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée leur est dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. L'exploitant dispose d'un plan de formation des différents opérateurs. L'ensemble du personnel suit une formation obligatoire dont les différents items ont été présentés à l'inspection des installations classées et une formation spécifique au poste. Le fichier de suivi des formations du personnel a été consulté par l'inspection des installations classées. La date de formation et la date de recyclage sont indiqués sur le fichier. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté l'ensemble des formations qui étaient dispensées à une personne arrivée sur le poste de "Chef de bloc". Les attestations de formation sont consultables dans le classeur dédié.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Plan d'opération interne POI et exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 7.8.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : "(...)L'exploitant maintient au bureau de garde un exemplaire du POI et un inventaire des stocks. Cet inventaire est mis à jour chaque jour ouvré, si des transferts de produits ont été effectués. Des exercices de lutte contre l'incendie sont programmés périodiquement en accord avec le SDIS."
Constats : Sans observation. Le POI est présent en salle de contrôle et l'opérateur sollicité a présenté le fichier d'inventaire des stocks présent sur le réseau. Un exercice POI avec pour scénario un feu de torche sur une canalisation de gaz, a été réalisé le 20 juin 2023. L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet